

## MARCUS NOLAND

Vice-président exécutif et directeur des études, Peterson Institute for International Economics

**Choi Young-Jin, professeur à l'université Yonsei, ancien ambassadeur aux Etats-Unis, ancien chef de la mission des Nations unies en Côte d'Ivoire**

Now we have Marcus Noland from the United States. Marcus is now currently Executive Vice President and Director of Studies at the Peterson Institute. Previously, he was a senior economist at the Council of Economic Advisers in the Office of the President of the United States. He wrote numerous articles on Northeast Asia and the Korean Peninsula and gave lectures at Yale University, Johns Hopkins and other forums. Mr Noland, you have the floor.

**Marcus Noland, vice-président exécutif et directeur des études, Peterson Institute for International Economics**

Merci beaucoup. C'est pour moi un grand honneur d'être invité à m'adresser à cette assemblée. La Corée du Sud est la success story des 50 dernières années en matière de développement. Il y a 50 ans, ce pays était plus pauvre que le Mozambique ou la Bolivie. Aujourd'hui, il est plus riche que l'Espagne ou la Nouvelle-Zélande et hier soir, au dîner, l'un de mes confrères français a prédit que la Corée du Sud rattrapera la France dans 10 ans. Je tiens à vous rappeler qu'il s'agit de la prédiction d'un confrère français, pas de la mienne.

Aussi spectaculaire qu'ait été le développement économique de la Corée du Sud, son développement politique s'est avéré tout aussi impressionnant, sinon plus. Sur une période de 10 ans, de 1987 à 1997, la Corée du Sud a connu un formidable processus de démocratisation durant lequel un dictateur militaire a cédé la place à un successeur militaire élu mais sélectionné ; après quoi un homme politique centriste a été le premier civil élu président ; et un ancien opposant lui a succédé. Les progrès accomplis tant sur le front économique que politique ont été salués à l'échelle internationale, comme l'a souligné un précédent intervenant. Un Sud-Coréen est aujourd'hui Secrétaire général des Nations unies. La Corée du Sud a été le premier pays asiatique et premier pays non-membre du G7 à accueillir le sommet du G20. Par ailleurs, la Corée du Sud a accueilli le deuxième sommet nucléaire. Il s'agit là d'un parcours vraiment impressionnant.

Pour mettre les choses en perspective, penchons-nous sur la Corée du Nord. La Corée du Nord est enlisée dans la troisième génération d'une dynastie staliniste. Comme l'a fait remarquer la Présidente Park dans son intervention de ce matin, la Commission d'enquête de l'ONU sur les violations des droits de l'Homme en Corée du Nord a établi un rapport exhaustif de 400 pages absolument accablant, lequel a conduit l'Assemblée générale à recommander récemment la saisine de la Cour pénale internationale. L'économie nord-coréenne est caractérisée par des inégalités croissantes et la corruption. Elle a connu l'une des pires famines du 20e siècle et, aujourd'hui encore, une partie importante de sa population continue de souffrir d'insécurité alimentaire chronique.

Pour ce qui est de l'avenir, la meilleure solution pour les États-Unis serait la réunification pacifique de la péninsule coréenne selon les conditions de Seoul. La question est de savoir comment y parvenir et éventuellement quelles seraient les solutions de remplacement acceptables ? Une partition permanente de la péninsule est bien évidemment une possibilité, mais lorsqu'on pense réunification, trois scénarios viennent généralement à l'esprit.

Premier scénario : l'un de ces pays conquiert militairement l'autre. Deuxième scénario : la péninsule connaît un processus de réunification pacifique, progressif et consensuel s'étalant sur plusieurs décennies, et il s'agit là de la position officielle des deux gouvernements. Le troisième scénario est celui dont on parle le plus, à savoir un

effondrement soudain du Nord, dans le style de l'effondrement du mur de Berlin, et son absorption par le Sud. L'équivalent coréen de la disparition pacifique de l'Allemagne de l'Est est certes une possibilité, mais il n'existe aucune garantie. Je reviendrai sur ce point dans un moment.

Le premier scénario est horrible et, au vu de la stratégie de dissuasion dans la péninsule qui a empêché des conflits de grande échelle pendant 60 ans, il est à espérer qu'il ne se produise jamais. Qu'en est-il des deuxième et troisième scénarios ? La concrétisation du scénario de réunification consensuelle sur un horizon à long terme dépendra de la capacité de la Corée du Nord à relever avec succès ses défis économiques, politiques et diplomatiques et à survivre en tant qu'entité politique indépendante. Le scénario de l'effondrement soudain et de l'absorption pourrait devenir réalité si les multiples pressions exercées sur le régime créent une situation ingérable entraînant un changement brutal, avec pour conséquence l'absorption par la Corée du Sud.

Cette année, l'Ilmin Institute of International Relations a réalisé une enquête auprès de 135 experts (terme que j'utilise à bon escient dans ce contexte) portant sur l'avenir de la Corée du Nord. Bien entendu, ce panel international d'experts a exprimé divers points de vue, mais le consensus qui se dégage de l'enquête est que l'espérance de vie du régime de Kim Jong-un serait de l'ordre de 10 à 20 ans. Selon une majorité d'experts, la chute du régime pourrait être provoquée par des luttes de pouvoir intestines dont le point final serait la réunification avec la Corée du Sud. Autrement dit, le scénario de l'effondrement brutal et de la réunification fait consensus parmi les experts.

Par rapport à ce scénario, l'instauration d'un ordre public est essentielle, comme l'ont appris, ou réappris, les États-Unis en Afghanistan et en Irak. En cas d'opposition politique violente prolongée au pouvoir sud-coréen, on pourrait arriver à une situation comparable à celle d'Israël et de la Cisjordanie et des territoires de Gaza. Les prévisions concernant le développement économique futur de la péninsule seraient alors bien évidemment revues à la baisse.

La bonne nouvelle est qu'une récente étude effectuée par le gouvernement sud-coréen montre une nouvelle prise de conscience et que la réunification accélérerait la croissance de la péninsule et conduirait à une forte réduction de la pauvreté. La mauvaise nouvelle est que la facture de la réunification pourrait facilement dépasser mille milliards de dollars ou moins si, comme l'envisage le gouvernement sud-coréen, la DMZ est maintenue pour empêcher les Nord-Coréens d'aller au Sud, entraînant une très grande disparité des revenus par habitant dans les deux parties de la péninsule pendant longtemps, mais ce scénario soulève des questions politiques que je ne vais pas développer ici étant donné les contraintes de temps.

Enfin, le facteur déterminant qui fera pencher la balance en faveur de l'un ou l'autre de ces scénarios est la capacité du dirigeant nord-coréen, et des dirigeants du monde entier, c'est-à-dire chacun de nous, à influencer sur les « incitations à la marge » ; il convient toutefois de ne pas surestimer notre influence sur ces développements internes. A cet égard, la question clé pour nous, et plus particulièrement pour la Corée du Sud, est de savoir comment appréhender et structurer la coopération. L'histoire politique sud-coréenne offre différentes conceptions de la coopération.

Comme cela a été mentionné par le précédent intervenant, le Président Kim Dae-jung a mené une politique appelée « Politique du rayon de soleil » inspirée d'une fable d'Esopé sur le soleil et le vent. Le soleil et le vent, observant un promeneur, se lancent un défi. Le gagnant sera celui qui parviendra à lui faire retirer son manteau. Le vent souffle et souffle, mais le promeneur resserre son étreinte sur son manteau. Le soleil réchauffe le promeneur qui retire alors son manteau. Il est important de souligner que la Politique du rayon de soleil a été conçue comme une politique instrumentale. Kim Dae jung n'a pas mis en œuvre la politique du rayon de soleil parce qu'il était gentil ou parce qu'il aimait la Corée du Nord ; son objectif était de transformer la Corée du Nord de façon à faciliter la réconciliation nationale et à ouvrir la voie à la réunification.

Le gouvernement du Président Roh Moo-hyun qui lui a succédé avait une conception différente de la coopération qu'il considérait comme une fin en soi et non comme un moyen. L'idée était que si vous coopérez avec la Corée du Nord, celle-ci se sentirait moins humiliée, davantage respectée, ce qui diminuerait le risque d'attaque ; et donc la coopération était considérée comme une forme d'assurance permettant une coexistence pacifique.

Pour que cette argumentation soit convaincante, il convient de déterminer si cette coopération économique a permis d'influencer positivement le comportement de la Corée du Nord ou si elle a contribué à maintenir la politique

autodestructrice d'un État hostile. Les menaces nord-coréennes d'une frappe nucléaire contre les États-Unis rendent ce raisonnement difficile à soutenir diplomatiquement, et l'opinion publique sud-coréenne n'est plus disposée à soutenir une stratégie d'aide économique sans contrepartie. Nous voici de retour dans un monde de réciprocité et la question est de savoir comment structurer la coopération. La Présidente Park a présenté ce matin sa « trustpolitik » qui reconnaît explicitement cet impératif de réciprocité.

La coopération devrait avoir pour objectif d'encourager une évolution positive de l'État nord-coréen, en encourageant un comportement moins menaçant et belliqueux à l'extérieur et des pratiques moins répressives à l'intérieur, tout en favorisant le relèvement de l'économie nord-coréenne afin d'éviter son effondrement. On ignore quel concept de coopération prévaudra (le moyen ou la fin en soi), mais il est incontestable que cela aura un impact non seulement sur la nature des relations Nord/Sud, mais également sur leurs relations respectives avec les États-Unis, sur les relations en Asie du Nord-Est de façon plus générale, et enfin sur l'avenir de la Corée du Nord et de la Corée du Sud. Merci.

**Choi Young-Jin, professeur à l'université Yonsei, ancien ambassadeur aux Etats-Unis, ancien chef de la mission des Nations unies en Côte d'Ivoire**

Thank you, Marcus, for very clearly presenting those two scenarios of the possible evolution of North Korea. The first one is a prolonged but peaceful process of integration. The second one is reunification by default, in other words by the collapse of North Korea. I particularly advise the audience to take note of his explanation that we should not exaggerate the level of influence we can possibly have on North Korean evolution.